

	Fiche info - titre :	Date :
	Auteur : Jean Gadrey Source : <a href="http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2016/01/27/les-monnaies-%C2%AB-complementaires-%C2%BB-font-partie-des-solutions-a-la-crise-financiere-ecologique-et-sociale-democratique-etc/">http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2016/01/27/les-monnaies-%C2%AB-complementaires-%C2%BB-font-partie-des-solutions-a-la-crise-financiere-ecologique-et-sociale-democratique-etc/</a>	01/02/2016

**Les monnaies « complémentaires » font partie des solutions à la crise (financière, écologique et sociale, démocratique, etc.)**

Lorsque, en janvier 2002, mon ami Patrick Viveret publie un rapport (auquel j'ai un peu contribué, avec d'autres, dont Dominique Méda) « Reconsidérer la richesse » (téléchargeable [via ce lien](#)), il y fait figurer, à côté des développements consacrés aux nouveaux concepts et indicateurs de richesse, des réflexions sur les monnaies alternatives, les « nouveaux systèmes d'échange » ou les « monnaies affectées ». Et il s'efforce de relier ces deux approches de la richesse et des monnaies. De nombreuses propositions figurent dans ce rapport, qui sera vite enterré après les élections de 2002, mais dont l'essentiel reste étonnamment pertinent aujourd'hui, 14 ans plus tard.

Pour être franc (si je puis dire...), j'étais à l'époque très peu sensible à ces incursions du côté des « petites monnaies », dont l'importance me semblait comparable à celle de l'argent de poche au regard des grandes monnaies mondiales. Les seuls enjeux n'étaient-ils pas ceux de la reprise en mains de l'euro et de sa banque centrale, de mesures propres à mettre à bas les paradis fiscaux et la spéculation financière, dont la taxation des transactions, etc. ? Mais je n'ai pas exprimé ces réserves autrement que par un silence poli, me disant qu'après tout, n'y connaissant rien à ces machins bizarres, j'avais peut-être tort de les ignorer.

J'avais en effet complètement tort, et il m'a fallu quelques années pour m'en rendre compte. Une fois de plus, les réflexes conditionnés de l'économiste de formation (et donc de déformation) social-keyneso-marxisto-institutionnaliste m'avaient joué un mauvais tour. Je n'avais pas vu ce que des « alternatifs » anthropologues, sociologues, philosophes ou tout simplement militants de base avaient repéré comme des innovations sociales pouvant contribuer à changer la donne autrement que par des impulsions venues d'en haut (sans renoncer pour autant à de telles impulsions, via des alliances politiques).

## Quelles monnaies pour demain ?



(dessin piqué sans vergogne sur le site de "la gonette")

Quatorze ans plus tard, les monnaies complémentaires, les monnaies dédiées ou affectées, les systèmes d'échange locaux ou SEL (qui ne sont pas fondés sur des monnaies complémentaires à l'euro, bien que les échanges, de type entraide réciproque, utilisent une unité de compte, souvent une unité de temps) ont le vent en poupe. Tout comme d'autres initiatives pour la plupart impulsées d'en bas, par des collectifs de la société civile, parfois avec l'appui d'élus locaux, parfois avec un coup de main législatif opportun comme ce fut le cas en juillet 2014 avec [la « loi Hamon »](#) sur l'économie sociale et solidaire (article 16).

Les articles en ligne, livres et rapports (et même des documentaires !) sur le sujet sont désormais nombreux, et même des universitaires s'en sont emparés. Impossible d'être exhaustif, mais citons parmi les plus accessibles aux profanes (dont je suis), et en me limitant aux monnaies complémentaires :

- Le documentaire « devises trompeuses : des alternatives à un marché de dupes » ([bande annonce](#)). C'est en le visionnant pour animer un ciné-débat ce soir que j'ai eu l'idée de ce billet. On y donne largement la parole à Bernard Lietaer, tout en mettant en images vivantes des expériences concrètes dans le monde.

- Bernard Lietaer, avocat « historique » de ces autres monnaies depuis le début des années 2000. Ancien haut fonctionnaire de la banque centrale de Belgique, il fut l'un des architectes originels de l'ECU, le mécanisme qui a mené à la monnaie unique européenne, et même... ancien trader ! Il est notamment le coauteur du livre « Monnaies Régionales » (que l'on peut lire en ligne [via ce lien](#)). Pour une bonne introduction, voir [cette courte vidéo de 2012](#) (6 minutes).

- Christophe Fourel et Jean-Philippe Magnien : rapport de 2015, « D'AUTRES MONNAIES POUR UNE NOUVELLE PROSPÉRITÉ » (rapporteur Nicolas Meunier), dont la synthèse en 12 pages est accessible [via ce lien](#). Ce rapport a ensuite pris la forme d'un livre, cosigné par Christophe Fourel, Jean-Philippe Magnien et Nicolas Meunier (Le bord de l'eau, 20 euros).

- Très pédagogique, conseillé pour bien entrer dans le sujet en quelques pages : « [Le potentiel social des monnaies complémentaires ou locales](#) », interview de Jérôme Blanc, économiste, 2012.
- Jean-Michel Servet, livre « Les monnaies du lien », 2012, Presses universitaires de Lyon
- Un bon article dans Le Monde du 22 mai 2015, « [En complément de l'euro, les monnaies locales séduisent de plus en plus](#) ».
- Le cas de la jeune mais très dynamique monnaie basque Eusko : article du 28 juillet 2015, « [Deux années avec l'eusko](#) ».
- La plateforme en ligne Monnaies Locales Complémentaires (MLC) <http://monnaie-locale-complementaire.net/>
- Avant-dernière publication en date (janvier 2016, 24 pages), très innovante bien que soulevant la délicate question de la « valeur du carbone évité » : « Financer la transition écologique des territoires par les monnaies locales », par Jérôme Blanc et Baptiste Perrissin Fabert, Institut Veblen, [accessible en ligne](#).

[Ajout du 28 janvier]

- Et la dernière (28 janvier 2016) : L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires, par Wojtek Kalinowski, [sur le site de l'Institut Veblen](#). Important car, d'un côté, l'auteur signale les (fortes) limites actuelles de la « diffusion par le bas » des MLC, avec un bilan précis et sans complaisance de la situation en Europe, mais il envisage d'un autre côté de possibles voies pour surmonter ces freins en changeant d'échelle. Comment ? Par exemple en liant ces monnaies à des projets d'investissements dans la transition locale (donc de transformation du système productif), ce qui suppose l'intervention d'une collectivité mettant en circulation une monnaie locale gagée sur ses recettes fiscales futures. On rejoint, au niveau local, l'idée d'une « monnaie fiscale » évoquée ci-après, avec le risque (sans doute gérable) que cette « monnaie fiscale locale » échappe à la gestion coopérative par les citoyens pour devenir une sorte de régie publique municipale.

Je parlerai plus tard de projets non moins intéressants mais plus ambitieux, et posant donc plus de problèmes de passage à l'acte politique, de monnaies complémentaires NATIONALES, par exemple les propositions de Philippe Derudder et André-Jacques Holbecq dans leur livre « Une monnaie nationale complémentaire, pour relever les défis humains et écologiques », Yves Michel, 2010, 12 euros. Voir aussi cette vidéo de 23 minutes de Philippe Derudder « [Solution Monnaie-Terre](#) ». Mais on trouve aussi comme monnaies alternatives nationales la proposition de « monnaie fiscale », lancée notamment par Bruno Théret (« [Vers l'institution de monnaies fiscales nationales dans la zone euro ?](#) »), qui avait à un moment été envisagée pour que la Grèce puisse résister au diktat de la BCE (voir aussi [cet article](#) de Thomas Coutrot et Pierre Khalfa et [les remarques de Jean-Marie Harribey](#)).

## A QUOI SERVENT CES MLC ?

On peut envisager l'usage aussi bien en cas de crise grave que sans crise majeure, même s'il faut bien admettre que leur essor depuis 2008 tient pour une bonne part à la situation de crise structurelle dans tous les domaines et à la prise de conscience des risques divers liés à un système financier et monétaire chroniquement instable. Mais il n'y a pas que cela. Les motivations de leurs promoteurs et créateurs locaux sont en résumé les suivantes, avec des pondérations variables selon les cas.

1) En finir avec ce que Bernard Lietaer appelle la « monoculture monétaire » qui fait courir à la finance des risques systémiques que cet auteur compare à ce qui résulte de la monoculture d'une espèce d'arbres ayant peut-être une croissance rapide et de hauts rendements en bois, mais conduisant de telles forêts à des risques d'effondrement en cas de petits chocs (une allumette, un parasite, etc.), des chocs qu'une forêt de haute

biodiversité peut encaisser sans problème. Rendre la finance et la monnaie résilientes. Cette analogie a sans doute des limites, mais elle ne manque pas d'intérêt suggestif.

2) Relocaliser une bonne partie des transactions et des activités en favorisant « l'usage local de revenus tirés d'une production locale. Il s'agit de renforcer un circuit complémentaire au circuit économique courant... Les mécanismes de MLC favorisent ainsi l'intégration des demandeurs et des offreurs locaux » (Rapport Magnien/Fourel)

3) Privilégier pour cela une sphère économique et monétaire étrangère à l'accumulation et à la spéculation, au bénéfice des populations, sans but lucratif. Actuellement, seulement 2% à 3% de la masse monétaire circule dans l'économie réelle !

4) Orienter les échanges et la consommation selon des finalités, définies par le collectif gérant cette monnaie, plus éthiques et plus respectueuses de l'environnement.

5) Renforcer sur le territoire les liens sociaux, les pratiques démocratiques et coopératives autour des échanges liés à la MLC.

6) Dans les situations de récession économique ou de populations ou territoires « abandonnés » (voir le cas de la monnaie Palmas au Brésil), recréer de toute pièce un dynamisme économique « endogène » qui fait défaut, mais en l'orientant vers les activités jugées les plus utiles sur divers plan.

7) Certaines de ces monnaies sont « fondantes ». L'argent perd sa valeur si on ne l'utilise pas au bout de quelques mois. Pour lui rendre sa valeur, il faut alors payer par exemple 2% de la valeur du billet tous les trois mois.

8.) Presque toutes ces monnaies (en France et dans la zone euro) sont convertibles en euros. Pour s'en procurer, par exemple des billets, il faut en général les acheter avec des euros.

Tout cela participe à la démocratisation de la monnaie, à sa réappropriation, même si c'est pour l'instant à une échelle réduite.

## EST-CE QUE ÇA MARCHE ?

Certes, « Les masses monétaires en circulation sont encore très faibles (quelques dizaines de milliers d'euros par MLC, mais déjà 350.000 pour l'Eusko avec ses 3000 utilisateurs et 600 prestataires en juillet 2015)... Certains projets... montrent que leur dynamisme peut être très puissant dès lors que l'écosystème qui sous-tend la création de la monnaie y est favorable en termes de pratique de l'échange et d'appartenance à une identité territoriale valorisante » (rapport Magnien/Fourel).

Il me semble qu'on peut comparer le dynamisme de ces petits projets monétaires en expansion (même si certaines monnaies locales et leurs collectifs n'ont pas pu ou pas su résister) à ce que l'on trouve dans d'autres activités « alternatives » elles aussi petites, très loin aujourd'hui de pouvoir se comparer en taille à leur modèle dominant, mais qui participent d'une transition sociale, écologique et démocratique en montrant l'exemple, en montrant que très souvent « ça marche », en faisant des petits ou en inspirant des cousins. L'agriculture alternative (bio, agroécologique, Amap, en circuits courts, etc.) et ses propres réseaux, les énergies renouvelables de proximité, coopératives ou citoyennes, Enercoop, Terre de liens, les réseaux de mobilité « douce », les jardins partagés ou collectifs, les associations qui pratiquent la récupération, la réparation et le recyclage solidaires, et les dizaines d'autres initiatives recensées dans un opuscule dont j'ai déjà parlé (L'écologie au quotidien, par le Collectif des associations citoyennes), tout cela, à défaut de « faire système », fait déjà réseau et fait parler de lui.

Et non seulement ces milliers de petits et moyens projets alternatifs ne font pas concurrence aux « grands »

combats plus que jamais nécessaires contre l'évasion fiscale, contre la finance spéculative, contre l'actuelle BCE au service des banques privées, contre l'aéroport de NDDL ou contre le projet de grand marché transatlantique, mais ils y participent à leur façon car dans tous les cas, c'est la réappropriation collective de biens communs privatisés (ici, la monnaie) qui est visée. Et d'ailleurs, sur le terrain, on retrouve souvent ces mêmes acteurs dans des coalitions de mobilisation au niveau national, européen ou mondial.

#### ANNEXE : DES CAS DIVERS

Je n'entrerai pas dans la « biodiversité » interne au champ des monnaies complémentaires, sauf pour signaler, en m'appuyant sur le rapport Magnien/Fourel, qu'au-delà des cas très majoritaires de MLC classiques qui circulent entre citoyens et commerçants ou producteurs d'un territoire afin de favoriser des échanges répondant à certains critères sociaux et écologiques définis en amont du projet, on trouve aussi :

- des monnaies réservées aux échanges entre entreprises volontaires du territoire (certaines peuvent contribuer à l'octroi de crédit).

- Des monnaies « thématiques » qui visent particulièrement le développement de la consommation de produits ou de services d'une filière spécifique.

– Des monnaies affectées qui ont vocation à être utilisées seulement pour des services ciblés. Les plus connues sont les titres du type CESU, les titres restaurant, titres vacances, etc..... Leur naissance à la fin des années 1960 relève (déjà) de l'initiative d'entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire.

Le même rapport explique parfaitement pourquoi le bitcoin est une « anti monnaie locale » : « Sa création et son émission ne sont pas ancrées dans un minimum de délibération démocratique et politique. De même son utilisation n'est en rien soumise à des objectifs de développement de l'activité économique au bénéfice d'un territoire ou du renforcement du lien social au service de la collectivité, contrairement aux MLC. »